

République Démocratique du Congo



PRÉSIDENTE DE LA RÉPUBLIQUE
CABINET DU CHEF DE L'ÉTAT
CELLULE DE COMMUNICATION

**ALLOCUTION DE SON EXCELLENCE MONSIEUR
FELIX-ANTOINE TSHISEKEDI TSHILOMBO,
PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE
DU CONGO À L'OCCASION DU 66^{ème}
ANNIVERSAIRE DE L'INDÉPENDANCE DE LA
RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO**

Kinshasa, le 30 juin 2026



**Congolaises, Congolais,
Mes très chers compatriotes,**

En ce jour solennel du 30 juin 2026, notre Nation célèbre le 66ème anniversaire de son accession à l'indépendance.

Soixante-six ans se sont écoulés depuis ce jour historique où le peuple congolais, après de longues années de domination coloniale, s'est levé dans sa dignité pour affirmer devant le monde son droit inaliénable à la liberté, à l'autodétermination et à la maîtrise de son destin.

Le 30 juin n'est donc pas une simple date de notre calendrier républicain. Il est à la fois une mémoire, une promesse et une responsabilité.

Il est la mémoire de celles et ceux qui, par leur courage et leur sacrifice, ont ouvert le chemin de notre liberté. Pour eux, l'unité, la dignité et la souveraineté du peuple congolais avaient plus de valeur que leur propre vie.

Il est aussi la promesse faite à chaque génération de ne jamais renoncer à l'idéal d'un Congo libre, uni et souverain.

Il est enfin une responsabilité ; celle de protéger, d'approfondir et d'incarner chaque jour l'indépendance conquise par nos pères, dans nos institutions, notre économie, notre diplomatie, notre défense nationale et notre engagement collectif au service de la République.

En ce jour de communion nationale, je m'incline avec respect devant la mémoire de nos Pères de l'indépendance, de nos héros nationaux, de nos martyrs et de tous les combattants de la liberté, connus ou anonymes, qui ont fait de ce pays une patrie libre.

Je rends un hommage particulier à Joseph Kasa-Vubu, à Patrice Emery Lumumba, ainsi qu'à tous les bâtisseurs de notre conscience nationale.

Je rends également hommage à toutes les femmes et à tous les hommes qui, dans nos villages, nos villes, nos écoles, nos églises, nos administrations, nos mines, nos champs, nos marchés, nos entreprises et nos familles, continuent chaque jour, par leur travail, leur courage et leur résilience, de porter la République à bout de bras.



Mes très chers compatriotes,

Cette année encore, notre fête nationale intervient dans un contexte grave.

À l'Est de notre pays, nos compatriotes continuent de subir les conséquences douloureuses de l'agression, de l'activisme des groupes armés, des terroristes, des violences contre les civils, des déplacements forcés, des pillages, des prédatations économiques et des violations répétées du droit international.

Je pense, en cet instant, à nos frères et sœurs du **Nord-Kivu, du Sud-Kivu, de l'Ituri, du Tanganyika, du Maniema** et de toutes les zones meurtries par l'insécurité.

Je pense aux familles endeuillées, aux déplacés contraints de vivre loin de leurs terres, aux femmes victimes de violences, aux enfants privés d'école, aux paysans privés de leurs champs, aux commerçants privés de leurs activités et aux jeunes privés de perspectives par la guerre et par la peur.

À chacun d'entre eux, je veux redire, au nom de la Nation tout entière : **vous n'êtes pas oubliés. Votre douleur est celle de toute la République, et votre sécurité demeure une priorité absolue de mon action.**

Je rends un hommage solennel à nos Forces Armées, à notre Police nationale, à nos services de sécurité, ainsi qu'aux résistants patriotes Wazalendo engagés dans le cadre légal de la défense de la patrie.

À vous qui tenez les lignes, qui défendez nos frontières et qui protégez nos populations, la Nation reconnaissante vous dit merci. Votre courage est le rempart de notre souveraineté, et votre engagement restera inscrit dans la mémoire de la République.

Mes très chers compatriotes,

L'année dernière, à la même période, je m'adressais à vous au lendemain d'avancées diplomatiques importantes, notamment dans le cadre de l'**Accord de Washington** et des **discussions de Doha**.

Ces démarches avaient ouvert une espérance et replacé la tragédie congolaise au cœur des agendas régionaux et internationaux. Elles ont surtout



consacré une vérité essentielle : **aucune paix durable dans la région des Grands Lacs ne peut se bâtir contre la souveraineté de la République Démocratique du Congo, ni au détriment de la dignité de son peuple.**

Le choix de la diplomatie n'a jamais été un signe de faiblesse. Il fut le choix de la responsabilité, de la maîtrise et de la recherche, par tous les moyens légitimes, de la fin des souffrances imposées à nos populations.

Les **Accords de Washington**, les **discussions de Doha** et les **engagements de Montreux** n'ont de sens que s'ils produisent des résultats concrets, vérifiables et irréversibles : le silence des armes, la fin de tout soutien aux groupes armés, le retrait effectif des forces étrangères non invitées, le désarmement des combattants, le retour digne et sécurisé des déplacés et des réfugiés, la protection des civils, la restauration de l'autorité de l'État, la justice pour les victimes et des garanties crédibles de non-répétition.

La République Démocratique du Congo reste engagée en faveur de la paix. Elle respecte sa parole, honore ses engagements et demeure ouverte au dialogue lorsqu'il est sincère, équilibré et conforme aux intérêts fondamentaux de la Nation.

Mais la paix ne peut être ni une mise entre parenthèses de la vérité, ni une récompense accordée à ceux qui prennent les armes contre la République, encore moins un compromis sur notre souveraineté, notre justice ou notre intégrité territoriale.

La paix que nous recherchons est une paix juste : une paix qui respecte les frontières, restaure l'autorité de l'État, sanctionne les crimes et transforme nos ressources naturelles en instruments de développement, non en carburant de guerre. **C'est cette paix-là que nous voulons. C'est cette paix-là que nous défendrons.**

Je remercie nos partenaires qui accompagnent ces efforts, notamment les États-Unis d'Amérique, l'État du Qatar, l'Union africaine, les Nations Unies, la SADC, l'EAC, la CIRGL, ainsi que tous les pays amis engagés en faveur de la paix dans notre région.



La République Démocratique du Congo ne sera plus réduite à l'image d'un pays que l'on convoite, que l'on pille ou que l'on déstabilise. J'en ai fait le serment devant la Nation.

Et depuis mon accession à la magistrature suprême, je travaille à faire reconnaître notre pays pour ce qu'il est véritablement appelé à devenir : **un pilier de paix, de croissance, de transition énergétique, de stabilité régionale et de prospérité partagée en Afrique et dans le monde.**

Le regard porté sur notre pays est d'ailleurs en train de changer. La République Démocratique du Congo n'est plus seulement perçue comme un territoire de crises ; elle est désormais identifiée comme un « **pays solutions** », grâce notamment à nos minerais critiques — le cobalt, le cuivre, le coltan, le lithium — qui participent déjà à façonner l'avenir du monde et confèrent à notre pays un levier historique de repositionnement et de transformation.

C'est dans cette perspective que s'inscrit le partenariat stratégique que nous construisons avec les États-Unis d'Amérique, ainsi que ceux que nous entendons nouer avec nos autres partenaires. Tous doivent répondre à une exigence claire : **servir les intérêts fondamentaux du peuple congolais, renforcer notre souveraineté, soutenir la paix, favoriser la transformation locale, sécuriser les chaînes de valeur et créer des emplois durables pour notre jeunesse.**

Le temps où nos minerais étaient extraits chez nous, exportés à l'état brut, valorisés ailleurs, puis revendus au monde pendant que nos populations demeuraient dans la pauvreté, appartient désormais au passé.

C'est dans cette même perspective que la République Démocratique du Congo assume la présidence de la **Conférence internationale sur la région des Grands Lacs**, avec l'ambition d'en faire un cadre plus utile, plus responsable et plus efficace au service de la paix, de la sécurité, de la stabilité et du développement partagé. Nous y défendons des principes clairs de respect de l'intégrité territoriale des États, de non-ingérence, de lutte contre l'exploitation illégale des ressources naturelles, d'intégration économique, de sécurité collective et de responsabilité face aux engagements pris.



C'est également cette voix que notre pays portera au **Conseil de sécurité des Nations Unies**, notamment lors de la réunion de haut niveau que j'aurai l'honneur de présider le mois prochain sur les liens entre ressources naturelles, paix, sécurité et développement durable. Notre message sera clair : les ressources naturelles de la République Démocratique du Congo ne doivent plus être regardées comme une malédiction. Elles doivent devenir un levier de paix, de prospérité, de souveraineté, de justice et de transformation pour le peuple congolais.

Mes très chers compatriotes,

La santé de nos populations demeure une priorité essentielle de notre action publique. Aucune Nation ne peut prétendre à une prospérité durable sans un système de santé solide, accessible et résilient.

C'est dans cet esprit que nous avons poursuivi, ces dernières années, le renforcement de nos infrastructures sanitaires, des capacités de nos personnels de santé, de la surveillance épidémiologique et de la recherche médicale, notamment à travers l'expertise reconnue de l'**Institut National de Recherche Biomédicale**.

Alors que ces efforts se poursuivent, notre pays fait face à une nouvelle épreuve sanitaire : la **résurgence de l'épidémie de maladie à virus Ébola, causée par la souche Bundibugyo**. Cette nouvelle flambée épidémique touche principalement les zones de santé de Rwampara, Mongwalu et Bunia, dans la province de l'Ituri.

En ces circonstances douloureuses, j'adresse d'abord la compassion de la Nation aux familles qui ont perdu un être cher, ainsi qu'à toutes les personnes touchées par cette épreuve.

Face à cette menace, les mécanismes de riposte ont été rapidement activés. Fort de l'expérience acquise lors des précédentes flambées d'Ébola, notre pays dispose aujourd'hui de capacités renforcées pour prévenir, détecter, isoler, prendre en charge et protéger nos populations. **Un plan global de riposte, budgétisé à 319 millions de dollars américains, a été élaboré. Les premiers moyens nécessaires ont été mobilisés en urgence par le Gouvernement** afin d'appuyer les opérations sur le terrain, limiter la



propagation de la maladie et sauver le plus grand nombre de vies possible. Je veux ici saluer le courage et le professionnalisme de nos médecins, chercheurs, infirmiers, techniciens de laboratoire, agents de santé communautaires, équipes de surveillance, autorités provinciales, autorités coutumières, partenaires techniques et financiers, ainsi que des communautés locales engagées dans cette riposte.

Dans des conditions souvent difficiles, parfois au contact même direct du danger, ces femmes et ces hommes protègent des vies, rassurent les familles, accompagnent les malades et renforcent la résilience de notre système de santé. Ils méritent la reconnaissance de toute la Nation.

J'appelle nos compatriotes vivant dans les zones concernées, ainsi que l'ensemble de la population, à demeurer vigilants, responsables et disciplinés. **Ébola n'est ni une rumeur ni une honte. C'est une urgence sanitaire qui exige responsabilité, solidarité et vérité.**

Je demande à chacune et à chacun de respecter les consignes des autorités sanitaires, d'observer les mesures d'hygiène, de signaler immédiatement tout cas suspect, d'éviter les pratiques à risque et de ne pas céder à la désinformation.

Dans cette épreuve, notre force résidera dans la confiance, la discipline collective, la solidarité nationale et la capacité de l'État à agir rapidement, efficacement et au plus près des populations.

Mes très chers compatriotes,

En ce jour particulier, je voudrais m'adresser à toutes les Congolaises et à tous les Congolais, au-delà des convictions, des sensibilités et des appartenances politiques.

Notre pays traverse des débats politiques importants. Cela est normal dans une démocratie vivante. Le débat est légitime, le désaccord est naturel, la contradiction est utile, lorsqu'ils s'expriment dans le respect de la République, de ses institutions, de ses lois et de l'intérêt supérieur de la Nation.

Je veux cependant rappeler un principe essentiel : **aucune ambition personnelle ou partisane ne vaut plus que la paix de tous ; aucune**



divergence politique ne doit être plus forte que l'unité de la République ; aucune stratégie de conquête ou de contestation du pouvoir ne doit fragiliser la souveraineté du peuple congolais.

J'entends les discussions suscitées autour de la Constitution et des réformes institutionnelles. **Dans une démocratie, aucune question d'intérêt national ne doit être confisquée ni interdite de réflexion.** Mais, dans le même temps, aucun débat touchant au pacte fondamental de la Nation ne peut être conduit dans la précipitation, la manipulation ou l'obsession politicienne.

La Constitution n'est ni un instrument de circonstance, ni un objet de convenance. Elle organise notre vie commune, garantit l'équilibre de nos institutions, consacre les droits du peuple et protège la stabilité de la République. En débattre exige donc sérénité, rigueur, transparence et sens élevé de l'intérêt général.

Ma responsabilité, comme Chef de l'État et garant de la Nation, est de veiller à ce que les débats engageant l'avenir du pays se tiennent dans le respect de la Constitution, de l'État de droit, des institutions et de la souveraineté populaire. Elle est aussi d'écouter, d'apaiser, de clarifier et, lorsque cela s'impose, de rechercher les voies d'un consensus national responsable.

S'agissant de la loi référendaire adoptée par les deux Chambres du Parlement, je tiens à rappeler qu'elle relève du fonctionnement normal de nos institutions et du principe de séparation des pouvoirs. Dans une République démocratique, le Parlement débat, délibère et légifère. Le Président de la République, garant du bon fonctionnement des institutions, exerce les prérogatives que lui confère la Constitution. Les juridictions compétentes, quant à elles, veillent au respect de l'ordre constitutionnel et de l'État de droit.

C'est dans cet esprit de coopération interinstitutionnelle et de respect de l'État de droit que j'ai déféré cette loi à la Cour constitutionnelle, aux fins d'examen de sa constitutionnalité, avant sa promulgation éventuelle, conformément à **l'article 160, alinéa 3, de notre Constitution.**

Cette démarche procède d'une conviction républicaine profonde : **dans une démocratie, aucune décision, aussi importante soit-elle, ne saurait**



s'affranchir des règles, des procédures et des garanties que nous impose la Loi fondamentale.

La République ne ferme la porte à aucun de ses enfants, dès lors qu'ils choisissent la voie de la paix, du dialogue, du respect des institutions et de la loyauté envers la Nation. **Mais le dialogue ne peut être détourné de son sens. Il ne saurait devenir un instrument de pression, de contournement des institutions ou de remise en cause de la volonté du peuple, telle qu'elle s'exprime conformément à la Constitution et aux lois de la République.**

Le peuple congolais est le seul souverain. Nul ne peut parler durablement au nom de la Nation contre la Nation elle-même. **Nul ne peut prétendre défendre la démocratie tout en refusant les principes qui la fondent,** à savoir : le débat libre, le respect des institutions, la séparation des pouvoirs, la souveraineté populaire et la responsabilité devant le peuple.

A ce stade, je voudrais surtout insister sur un point, avec la plus grande fermeté : **le recours à la violence, aux armes, à la haine, à la désinformation ou à toute forme d'atteinte à notre souveraineté et à notre intégrité territoriale ne saurait constituer un mode d'expression politique.**

Il ne peut, en aucun cas, ouvrir un droit particulier à la négociation, ni placer ceux qui menacent la République au-dessus de ceux qui respectent ses lois.

Nous pouvons débattre, diverger et nous opposer dans le cadre républicain. Mais nous n'avons pas le droit d'affaiblir la Nation au moment où elle fait face à des menaces existentielles. **Face aux défis qui pèsent sur notre pays, l'unité nationale n'est pas une option : elle est une exigence historique, elle est un impératif absolu !**

J'appelle donc les acteurs politiques, de la majorité comme de l'opposition, les responsables sociaux, religieux, économiques, médiatiques et associatifs, ainsi que l'ensemble de la société civile, à faire preuve de hauteur, de retenue et de responsabilité.



Mes très chers compatriotes,

Au milieu des épreuves que traverse notre Nation, cette année nous aura également offert un puissant motif de fierté collective : **nos Léopards viennent d'écrire une page historique du football congolais.**

52 ans après notre dernière participation à une Coupe du monde, ils ont non seulement ramené la République Démocratique du Congo sur la scène mondiale, mais ils viennent aussi de franchir, avec courage et panache, un cap inédit de notre histoire sportive.

Par leur brillante victoire face à l'Ouzbékistan, sur le score de 3 buts à 1, nos Léopards se sont qualifiés pour la phase à élimination directe, offrant à notre peuple une joie immense, une émotion rare et une fierté qui dépasse le seul cadre du sport.

Au-delà du résultat, cette victoire porte une signification profonde. Elle nous rappelle qu'aucun objectif n'est hors de portée lorsque la discipline, le travail, la solidarité et la foi en nos propres forces se conjuguent.

Pendant plusieurs semaines, nos différences se sont effacées derrière un même drapeau. Le Nord et le Sud, l'Est et l'Ouest, les Congolais de l'intérieur comme ceux de la diaspora ont vibré d'un même cœur, dans une même ferveur et avec une même fierté.

Voilà l'image du Congo que nous devons préserver et faire grandir : **un Congo uni, ambitieux, résilient et déterminé à tenir son rang parmi les Nations.**

Par leur courage, leur combativité et leur attachement au maillot national, nos Léopards ont rappelé au monde que la République Démocratique du Congo ne se résume pas à ses crises. **Le Congo, c'est aussi le talent, l'audace, la discipline, la résilience et cette capacité de croire jusqu'au bout, même lorsque le chemin semble difficile.**

J'adresse, au nom de la Nation, mes chaleureuses félicitations aux joueurs, au staff technique, aux dirigeants sportifs, à la Fédération, aux supporters, ainsi qu'à toute la jeunesse congolaise qui s'est reconnue dans cette magnifique aventure.



À nos Léopards, qui s'apprêtent désormais à défier l'Angleterre en seizième de finale, je veux adresser un message simple : **entrez sur le terrain avec la sérénité de ceux qui ont déjà honoré la Nation, mais aussi avec l'audace de ceux qui savent que l'histoire n'a pas encore livré son dernier mot. Jouez avec discipline, courage, intelligence et surtout sans regrets. Vous avez déjà fait battre le cœur des congolaises et des congolais. Vous avez déjà rendu tout un peuple fier. Mais nous continuons à croire en vous et en votre capacité à aller plus loin, à surprendre encore, à faire reculer les limites du possible et à écrire, sous nos couleurs, une nouvelle page de notre grandeur nationale.**

Quelle que soit l'adversité, la République Démocratique du Congo vous accompagnera de sa ferveur, de ses prières et de son soutien indéfectible. Entrez sur le terrain avec la force de tout un peuple uni derrière vous.

Le sport est une école de discipline, de cohésion, d'effort et de patriotisme. L'esprit des Léopards doit inspirer la Nation entière : rester unis, défendre nos couleurs, croire en nos forces et combattre, chacun à sa place, pour l'honneur et la grandeur de la République.

Dans le même élan, je rends hommage à nos artistes, scientifiques, chercheurs, entrepreneurs, créateurs, ainsi qu'à toutes les femmes et à tous les hommes qui, par leur talent, leur travail et leur excellence, contribuent au rayonnement de la République Démocratique du Congo à travers le monde.

Mes très chers compatriotes,

Soixante-six ans après l'indépendance, la République Démocratique du Congo demeure debout.

Debout malgré les guerres, les convoitises, les blessures de l'histoire et les épreuves traversées. Debout, surtout, parce que son peuple n'a jamais cessé de croire en lui-même, en sa dignité et en son destin.

Cette force intérieure, cette capacité à résister et à se relever, constitue l'une des plus grandes richesses de notre Nation. Et aujourd'hui, plus que jamais, notre responsabilité est d'aller plus loin.



L'indépendance politique fut une conquête historique. Notre devoir, désormais, est d'en faire une souveraineté pleinement vécue, concrète et irréversible.

Une **souveraineté sécuritaire**, afin que plus aucun groupe armé, plus aucune force étrangère, plus aucun agenda extérieur ne puisse dicter sa loi sur une parcelle de notre territoire.

Une **souveraineté économique**, afin que les ressources de notre sol et de notre sous-sol servent d'abord le développement de notre pays, la transformation de notre économie, la création de valeur locale, l'émergence de champions nationaux et le bien-être de notre peuple.

Une **souveraineté numérique**, afin que l'identité de nos citoyens, les données de notre pays et les services publics de notre État soient protégés, modernisés et mis au service des Congolaises et des Congolais.

Une **souveraineté diplomatique**, enfin, afin que la République Démocratique du Congo parle au monde avec respect, clarté, dignité et fermeté.

Voilà le sens profond que je donne à cette célébration : **faire du 30 juin non seulement un moment de mémoire, mais aussi un appel au sursaut national.**

Notre République est une maison commune. Chacun y a des droits, des devoirs, une dignité à protéger et une responsabilité à assumer. C'est pourquoi nous devons regarder au-delà des urgences du moment et préparer, avec méthode et détermination, le Congo de 2030, de 2040 et de 2050.

Le Congo que nous voulons léguer à nos enfants est un Congo en paix, moderne, prospère et respecté ; un Congo où chaque enfant accède à une éducation de qualité, où chaque famille bénéficie de soins dignes, où chaque jeune peut trouver sa place, exercer son talent et réaliser ses ambitions ; un Congo où les richesses nationales se transforment en emplois, en infrastructures, en services publics et en mieux-être pour le peuple.

Ce Congo ne se construira ni par la résignation, ni par la division, ni par l'attente passive. Il se construira par le travail, la discipline, l'unité, la probité et le sursaut patriotique.



Chaque Congolaise et chaque Congolais a une part à prendre dans cette œuvre nationale : l'enseignant qui forme avec conscience, le soldat qui protège avec honneur, le policier qui sécurise sans abuser, le médecin qui soigne avec dévouement, le fonctionnaire qui sert avec probité, le magistrat qui rend justice avec indépendance, l'entrepreneur qui crée des emplois, le jeune qui innove, les parents qui éduquent dans les valeurs, le citoyen qui respecte la loi et protège le bien public, la diaspora qui investit, transmet et valorise le pays.

Comme le rappelait **Nelson Mandela**, « **avec la liberté viennent les responsabilités** ». **Notre indépendance nous a donné une Nation à aimer ; elle nous confie aussi une République à servir, à protéger et à élever.** Car le patriotisme n'est pas seulement un sentiment. Il est une conduite, une discipline, une manière de servir, de protéger, de respecter et d'élever la Nation.

En ce 30 juin, levons-nous avec confiance, courage et amour pour la patrie. **Unis dans la vérité. Fermes dans la souveraineté. Responsables dans l'action. Solidaires dans l'effort. Confiants dans l'avenir.**

Bonne fête de l'Indépendance à toutes et à tous.

Que Dieu bénisse la République Démocratique du Congo, son peuple et tous ceux qui l'ont choisie comme pays de résidence.

Je vous remercie.